

**RÉHABILITATION DE
LA CCI EN CENTRE DE
FORMATION**

Maître d'ouvrage

**CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
CCTP 08 Lot SOL SOUPLE – V2

B.A. BAT
Z.I. de Ruitz
980 Avenue Charles Pecqueur
62620 RUITZ



☎ 03.21.53.59.26
sebastien.watel@ba-bat.com

Table des matières

1	Sol Souple.....	3
1.1	<i>ÉTENDUE DES TRAVAUX – NORMES - RÉGLEMENTATIONS.....</i>	<i>3</i>
1.1.1	Étendue des travaux	3
1.1.2	Documents de référence contractuels	3
1.2	<i>SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE PLATRERIE.....</i>	<i>5</i>
1.2.1	Documents et plans joints	5
1.2.2	Méthodes de réalisation.....	6
1.2.3	Provenance et qualité des matériaux	7
1.2.4	Contrôles	8
1.2.5	Protection temporaire sur chantier	8
1.2.6	Présentation, finition	8
1.2.7	Ouvrages non décrits explicitement	9
1.3	<i>SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE SOLS SOUPLES</i>	<i>9</i>
1.3.1	Nature et qualité des matériaux et produits en général	9
1.3.2	Spécifications particulières concernant les matériaux et produits	9
1.3.3	Réaction au feu des matériaux.....	10
1.3.4	Performances acoustiques des revêtements de sol	11
1.3.5	Pièces à fournir par l’entrepreneur	11
1.3.6	Etat du chantier	11
1.3.7	Travaux préparatoires.....	11
1.3.8	Règles de mise en œuvre des revêtements de sol	12
1.3.9	Caractéristiques des revêtements de sol finis	13
1.3.10	Nettoyage et protection des revêtements finis.....	13
1.4	<i>DESCRIPTION DES TRAVAUX COMMUNS</i>	<i>14</i>
1.4.2	Travaux préparatoires.....	14
1.4.3	Echafaudages.....	15
1.4.4	Evacuation des déchets – Nettoyages.....	15
1.5	<i>SOL SOUPLE.....</i>	<i>17</i>
1.5.1	Sol souple	17

1 Sol Souple

1.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX – NORMES - RÉGLEMENTATIONS

1.1.1 Étendue des travaux

Le projet consiste en la réhabilitation de la CCI, situé rue des Rosati à ARRAS (62000), en centre de formation pour le compte de la chambre de commerce et d'industrie, Maître d'Ouvrage de l'opération

Les travaux à réaliser par l'entrepreneur du présent lot sont définis par le présent descriptif ainsi que les plans correspondants qui y sont joints.

Les travaux à effectuer sont les suivants

- Sol Souple

1.1.2 Documents de référence contractuels

Les travaux prévus à ce lot, devront respecter l'ensemble des lois, décrets, règlements administratifs, normes et règlements techniques en vigueur à la date fixée pour la remise des plans et offres du présent lot.

Toutes les fournitures et ouvrages devront être conformes :

- Au cahier des charges DTU, règles de calcul et documents techniques unifiés, publiés trente jours avant la remise des offres :
- DTU n° 25.1 « Enduits intérieurs en plâtre »
Cahier des clauses techniques types (novembre 2010) - NF P 71.201.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (novembre 2010) - NF P 71.201.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (novembre 2010) - NF P 71.201.2
- DTU n° 25.221 « Plafonds constitués par un enduit au plâtre »
Cahier des charges (mai 93) - NF P 71.202.
- DTU n° 25.222 « Plafonds fixés. Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse »
Cahier des charges (mai 93) - NF P 72.201
- DTU n° 25.232 « Plafonds suspendus - Plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues »
Cahier des charges (mai 93) - NF P 68.201
- DTU n° 25.31 « Ouvrages en carreaux de plâtre »
Cahier des clauses techniques types (avril 2017) – NF P 72.202.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (avril 2017) - NF P 72.202.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (avril 2017) - NF P 71.202.2
- DTU n° 25.41 « Ouvrages en plaques de plâtre – Plaques à faces cartonnées »
Cahier des clauses techniques types (décembre 2012) – NF P 72.203.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (décembre 2012) - NF P 72.203.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (décembre 2012) - NF P 71.203.2

- DTU n° 25.42 « Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches. Plaques de parement en plâtre-isolant »
Cahier des clauses techniques types (décembre 2012) – NF P 72.204.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (décembre 2012) - NF P 72.204.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (décembre 2012) - NF P 71.204.2
- DTU n°36.2 « Menuiseries Intérieures en bois »
Cahier des clauses techniques types (Mai 2016) – NF P 23.202.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (Mai 2016) – NF P 23.202.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (Mai 2016) – NF P 23.202.2
- DTU n° 58.1 « Plafonds suspendus »
Cahier des clauses techniques types (décembre 2008) – NF P 68.203.1.1
Critères généraux de choix de matériaux (décembre 2008) - NF P 68.203.1.2
Cahier des clauses administratives spéciales types (décembre 2008) - NF P 68.203.2
- Les fournitures et ouvrages seront prévus et exécutés dans un souci de conformité aux normes AFNOR. En l'absence de telles normes, les procédés et matériaux non traditionnels devront avoir obtenu les avis techniques du CSTB et être mis en œuvre aux conditions d'agrément.
- Les matériaux employés seront conformes aux normes en vigueur et plus particulièrement celles qui suivent :
 - NF B 12.300 à 12.302 « Plâtre »
 - NF B 20.001 et 009 « Produits isolants à base de fibres minérales »
 - NF P 00.001 à 08.322 « Normes générales du bâtiment et du génie civil »
 - NF P 72.301 « Carreaux de plâtre »
 - NF P 72.302 « Plaques de parement en plâtre »
 - NF P 72.322 « Mortier adhésif »
 - NF P 75.101 et 102 « Isolants thermiques destinés au bâtiment »
 - NF X 02.001 à 08.100 « Normes fondamentales »
- Justification au concepteur de la fourniture des matériaux satisfaisant aux normes, marque NF, CE, ou à défaut, marque de la qualité professionnelle
- Pour les matériaux qui font l'objet d'exigences spécifiques (coefficient alpha, degré coupe-feu etc.) une photocopie du P.V. d'essais en laboratoire agréé, en cours de validité, sera systématiquement envoyée par l'entrepreneur à l'organisme de contrôle, et ce, avant approvisionnement
- Les règles de calculs :
 - Th K « Règles de calcul des caractéristiques techniques utiles des parois »
 - Th C « Règles de calcul du coefficient de performance thermique globale des logements »
 - Th D « Règles de calcul des déperditions de base »
- Les demandes émanant du Coordonnateur de Sécurité spécifiées au PGC
- Les recommandations de chambres syndicales
- Les règlements de sécurité
- Le règlement sanitaire départemental
- Conditions et instructions émanant de :
 - Commission de sécurité et pompiers
 - Hygiène
 - Services municipaux
 - Commission d'accessibilité (handicapés)

- Les recommandations de l'OPPBTP, concernant les installations du chantier
- Les arrêtés préfectoraux

L'ensemble de ces documents sont censés être connus et sont contractuels bien que non joints au présent dossier de consultation et ce pour des raisons simplificatrices. Outre la description et la localisation des travaux à réaliser, le présent document contient des prescriptions qui complètent les obligations et dispositions définies par les spécifications générales annexées et par les documents de référence.

Nota : les dates d'édition sont données à titre indicatif. L'ensemble des textes sera pris à la date de la dernière parution, compris annexes et compléments.

Pour tous les produits et fournitures ayant fait l'objet d'une « certification » par un organisme certificateur agréé, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits et fournitures titulaires de cette « certification ».

Les produits et fournitures titulaires d'une « certification » entrant dans les travaux du présent lot, sont essentiellement les suivants :

- Portes planes intérieures : D.27.
- Blocs portes intérieurs : B.39 - 01.113.
- Portes extérieures en bois : D.22.
- Fermetures résistant au feu : D.19.
- Articles de quincaillerie : B.06 - 01.08.
- Serrures de bâtiment : D.32 - 20.01.
- Produits de traitement du bois : 05.08.
- Bois traité : 05.07.
- Panneaux de particules à base de bois :
 - Pour usages en milieu sec : 05.01 ;
 - Pour usages avec risques d'humidité temporaire : 05.01.
- Panneaux de contre-plaqué pour emplois extérieurs : 01.06.

1.2 SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE PLATRIERIE

1.2.1 Documents et plans joints

Les prestations seront conformes à tous les documents et plans joints au présent appel d'offres (confère liste reprise en annexe du CCTP).

L'entrepreneur sera seul responsable de ses ouvrages, des notes de calculs et dessins nécessaires à la bonne exécution de son travail. Les plans joints à ce dossier n'ont que valeur de plan guide.

L'entrepreneur devra signaler au Maître d'Œuvre, toutes les imprécisions, erreurs ou omissions éventuelles qui résulteraient du présent document, dans le but d'obtenir une meilleure évaluation.

Si aucune réserve n'est formulée en temps utile, l'entrepreneur aura de ce fait, la responsabilité de la bonne exécution des travaux et ce sans pouvoir prétendre à quelques travaux supplémentaires du fait de son omission.

1.2.2 Méthodes de réalisation

1.2.2.1 Généralités

L'entrepreneur sera censé avoir pris connaissance de la situation du projet, des accès, de toutes les sujétions d'environnement, et de la réglementation en vigueur.

Dans une note technique jointe à son offre, l'entrepreneur indiquera les méthodes d'exécution qu'il a choisies pour la réalisation des différentes parties de l'ouvrage, en fonction de son matériel, des installations de chantier qu'il prévoit et du calendrier d'exécution.

De même, il spécifiera la puissance électrique dont il devra disposer pour l'exécution de ses ouvrages.

1.2.2.2 Tracés des axes d'implantation

Le titulaire du présent lot doit tous les tracés des axes et implantations de ses ouvrages à partir des niveaux de référence du gros œuvre.

1.2.2.3 Limites de prestations

L'entreprise de gros œuvre devra la totalité des réservations nécessaires à la pose des ouvrages de doublage et de cloisons, sous réserve que les indications et plans de réservation précis soient remis à temps.

Toutefois, la mise en place, le réglage, les scellements et les raccords seront à la charge du titulaire du présent lot qui conserve l'entière responsabilité de l'implantation et du réglage de ses ouvrages.

L'implantation des cloisons sera réalisée en collaboration avec le menuisier qui doit la mise en place des blocs portes. Ce dernier fournira les pattes à scellement au présent lot qui les posera lors de l'élévation des cloisons.

Toutes les découpes dans les faux plafonds, sont à la charge du présent lot, sous réserve d'avoir obtenu en temps utiles, les réservations nécessaires par les entreprises concernées (électricité, ventilation, chauffage, plomberie, sprinkler, etc.).

1.2.2.4 Prise de possession du chantier

L'entrepreneur sera tenu de vérifier au début des travaux, que les structures et supports mis à sa disposition pour l'exécution de ceux-ci, sont conformes aux indications portées sur les plans, notamment en ce qui concerne l'implantation en plan et en altitude, de même que la position des inserts dans les ouvrages béton.

Le seul fait de commencer les travaux vaut acceptation des supports et appuis. L'entrepreneur ne pourra ensuite arguer de leur mauvaise qualité pour justifier des malfaçons ou erreurs dans la réalisation de ses ouvrages. Toutes les reprises éventuelles seront à la charge du présent lot.

Les ouvrages réglés dans leur position définitive, doivent être calés ou étrésoilonnés en vue d'empêcher tout mouvement ou déformation lors des scellements ou fixations définitives.

1.2.2.5 Montage sur chantier

Le montage sera fait sur chantier en respectant scrupuleusement les aplombs et niveaux de référence. Toutes les manipulations seront faites en prenant soin de ne pas blesser les pièces et parements de finition.

Tous les emplacements de pièces ou parements souillés ou endommagés, seront à la charge du présent lot.

1.2.2.6 Tolérances à respecter

Les tolérances à respecter sont :

- Pour les ouvrages de plafonds :
 - ± 1 mm à la règle de 0,20 m
 - ± 5 mm à la règle de 2,00 m
 - ± 3 mm / m avec un maximum de 2 cm par rapport au plan de référence
 - Pas de désaffleurement aux changements de plaque

La planéité doit être telle que le panneau à la sortie de fabrication, étant posé à plat sur un support plan et horizontal, une règle de longueur suffisante placée en tout sens contre la face nue, ne fasse pas apparaître une flèche supérieure à 0,1 % de la largeur réelle mesurée pour les panneaux.

Hors d'équerres : placée dans les conditions des normes NF P 04.002 à 103, la tolérance hors d'équerre ne doit pas dépasser soit 1/300 de la largeur du panneau.

- Pour les ouvrages de cloison et de doublage :
 - ± 1 mm à la règle de 0,20 m en tous sens
 - ± 5 mm à la règle de 2 m
 - Pas de désaffleurement entre les plaques et aux jonctions avec les huisseries

1.2.2.7 Mise à la terre

L'entrepreneur devra en coordination avec l'électricien, la mise à la terre de tous ses ouvrages métalliques.

1.2.2.8 Tenue au feu des ouvrages

La tenue au feu des ouvrages et la réaction au feu des matériaux seront de classe A1 ou A2 suivant exigence de la FM GLOBAL.

1.2.2.9 Résistance thermique

Les épaisseurs d'isolant spécifiées dans le présent CCTP, constituent en tout état de cause, des minima. Il appartient au titulaire du présent lot, de justifier de leur efficacité de façon à obtenir les coefficients U ou R demandés dans la description des ouvrages, ou à défaut, des coefficients minimums définis dans les normes en vigueur.

1.2.2.10 Affaiblissement acoustique

Les valeurs de la réglementation acoustique des bâtiments d'habitation reprises dans les arrêtés du 30 juin 1999 seront scrupuleusement suivies.

Pour chaque type d'ouvrage, le titulaire du présent lot fournira les fiches techniques reprenant les affaiblissements acoustiques des systèmes employés.

1.2.3 Provenance et qualité des matériaux

Tous les matériaux seront de 1er choix, et parviendront sur chantier dans leur emballage d'origine. Ils seront tous, sans exception, détenteurs d'un P.V., d'un avis technique ou d'une fiche technique permettant de les identifier et de connaître leurs caractéristiques exactes.

En tout état de cause, les produits prescrits constituent des minima, l'entrepreneur pouvant prévoir des matériaux d'autres provenances, à condition qu'ils ne nuisent ni en l'aspect, ni en la qualité des prestations à fournir et qu'ils n'en augmentent pas le coût.

Les conditions de stockage sur le chantier devront être telles que les matériaux ne subissent aucune déformation ou détérioration et soient à l'abri des intempéries.

Les isolants mis en œuvre devront justifier de la certification ACERMI.

1.2.4 Contrôles

1.2.4.1 Contrôle avant pose

Avant toute opération de pose, l'entrepreneur devra contrôler l'exactitude des repères de référence dans la limite des tolérances admises (niveaux, nus, axes), vérifier la conformité des ouvrages sur lesquels il devra prendre appui ainsi que la conformité des réservations faites par les autres corps d'état.

1.2.4.2 Contrôles en cours de réalisation

Durant son intervention, l'entrepreneur titulaire du présent lot, devra procéder régulièrement aux contrôles ci-après :

- Planéité
- Désaffleur
- Uniformité de couleur
- Homogénéité des matériaux
- Valeur des tolérances
- Qualité et bonne exécution des calepinages
- Isolation acoustique
- Temps de réverbération.

1.2.5 Protection temporaire sur chantier

Les protections temporaires éventuellement mises en place en usine, devront être si nécessaire, réparées ou renforcées après mise en œuvre et avant exécution des travaux pouvant endommager les ouvrages.

Des protections locales plus résistantes pourront être exécutées sur chantier dans les zones particulièrement exposées aux chocs, pour des ouvrages fragiles ou comportant leur revêtement de finition.

1.2.6 Présentation, finition

Les ouvrages posés devront présenter un aspect soigné, et ne devront comporter aucune dégradation consécutive à la mise en œuvre. Il ne sera en particulier pas toléré l'emploi de pièces rapportées, cales, pointes, vis, mastic etc. ... pour cacher des désordres éventuels dus à la mise en œuvre.

Tous les supports devront présenter une surface parfaitement lisse et nette, ne nécessitant pas d'intervention complémentaire en préparation par le lot « Peinture », autres que celles prévues à la description de ses ouvrages. Les joints seront donc parfaitement soignés, en cas de refus de certains supports, ceux-ci seraient repris aux frais du présent lot.

1.2.7 Ouvrages non décrits explicitement

Le présent descriptif définit l'essentiel des ouvrages dus par l'entreprise. Toutefois, certains menus ouvrages peuvent ne pas être décrits explicitement, il va de soi que ces travaux font partie du caractère forfaitaire du prix et qu'ils sont, en tout état de cause, dus par l'entreprise.

Il en est de même pour tous les ouvrages nécessaires à la parfaite finition des ouvrages.

1.3 SPECIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE SOLS SOUPLES

1.3.1 Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN. Ils devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un Agrément Technique européen,
- Être admis à la marque NF,
- Être titulaire d'une certification ou d'un label.

Matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- La procédure d'obtention de l'Avis Technique devra être lancée par l'entrepreneur,
- Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis Technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATEx » - Appréciation technique d'expérimentation, qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.

A défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs, et au bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

1.3.2 Spécifications particulières concernant les matériaux et produits

Enduits de lissage

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part. Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis Technique précisant son classement P1, P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Matériaux de revêtements de sol

Ces matériaux devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent CCTP et être d'un classement UPEC correspondant au classement du local à revêtir.

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles définies par les normes en vigueur. à défaut, l'appréciation en reviendra au maître d'œuvre.

Adhésifs

Les adhésifs à utiliser devront répondre à la norme NF T 76-011 (Décembre 2017) « Adhésifs – classification des principaux adhésifs ».

Ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol. Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Dans les cas particuliers ou aucun type d'adhésif n'est préconisé par le fabricant du revêtement de sol, il incombera à l'entrepreneur de définir l'adhésif à utiliser, selon les critères suivants :

- Qualité d'accrochage sur le support,
- Qualité d'accrochage sur le matériau à coller,
- Compatibilités physique et chimique avec les supports et les matériaux,
- Temps ouvert,
- Temps de gommage,
- Tack initial,
- Vitesse de prise,
- Quantités à utiliser,
- Spatules et appareils nécessaires,
- Qualité des colles : en milieu solvant, aqueuses, inflammables.

Quoi qu'il en soit, il ne faudra jamais utiliser une nouvelle colle sans avoir fait un essai préalable.

Revêtements caoutchouc

Pour les revêtements de sol en caoutchouc non titulaires d'un classement UPEC, il incombera à l'entrepreneur d'apporter la preuve que le revêtement caoutchouc répond aux 4 critères UPEC exigés pour le local. A défaut, le revêtement caoutchouc sera refusé.

1.3.3 Réaction au feu des matériaux

La réglementation de sécurité contre l'incendie fixe les exigences de réaction au feu des matériaux de revêtements de sol, pour les différents types de bâtiments et plus particulièrement en ce qui concerne les ERP, établissements recevant du public.

L'entrepreneur devra toujours être en mesure de présenter les PV de classement au feu des matériaux de revêtement de sol envisagés.

1.3.4 Performances acoustiques des revêtements de sol

La performance acoustique essentielle d'un revêtement de sol est l'atténuation des bruits d'impacts. Pour certains types de revêtements de sol, ils peuvent également contribuer à la correction acoustique du local.

L'efficacité acoustique normalisée aux bruits de chocs apportée par la pose d'un revêtement de sol posé sur un plancher nu normalisé est définie par le terme ΔL exprimée en dB(A) (norme NF EN 29 052).

La valeur ΔL du revêtement de sol est précisée dans la 5e colonne du classement UPEC de l'Avis Technique.

1.3.5 Pièces à fournir par l'entrepreneur

Pendant la période de préparation, les entrepreneurs devront fournir les pièces suivantes en 2 exemplaires :

- Un descriptif détaillé avec documentation, dans le cas de matériaux de revêtements de sol différents de ceux préconisés au présent CCTP précisant leur classement UPEC et leur classification de réaction au feu,
- La copie des Avis Techniques, certifications, etc.,
- Dans le cas de revêtements de sol antistatiques :
 - Le ou les matériaux de revêtement de sol envisagés en fonction de la classe du ou des locaux,
 - Les dispositions particulières de pose qu'il envisage,
- Et toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utile pour la bonne compréhension de son offre.

1.3.6 Etat du chantier

La pose des revêtements de sol ne pourra être effectuée que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre.

Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées aux DTU :

- Pour les revêtements de sol textiles : DTU 53.1 « Revêtements de sol textiles » (Novembre 2016) – Cahier des clauses techniques - Chapitres 6.1 et 6.3.
- Pour les revêtements de sol plastiques : DTU 53.2 « Revêtement de sol PVC collés » - Cahier des clauses techniques - Chapitres 5.1 et 5.3

1.3.7 Travaux préparatoires

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol.

Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement une préparation du support par un enduit de lissage. Le choix du type de produit à employer pour cet enduit de lissage sera du ressort de l'entrepreneur. Ce choix sera fonction de la nature et de l'état du support, de la nature du revêtement de sol prévu, des éventuelles conditions particulières du chantier et du classement UPEC du local considéré.

Cet enduit de lissage sera réalisé dans les conditions précisées au chapitre 5.2 du DTU 53.1 et au chapitre 6.2 du DTU 9.1.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté.

1.3.8 Règles de mise en œuvre des revêtements de sol

Pour tous les revêtements de sol faisant l'objet d'un Avis Technique, la mise en œuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de cet Avis Technique.

Revêtements de sol en plastiques

Les revêtements de sol et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au Chapitre 6 du DTU 53.2 « Revêtement de sol PVC collés » - Cahier des clauses techniques.

Les revêtements en dalles plombantes en plastiques seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liés au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sol seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que, par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints. En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'Avis Technique ou, à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera à appliquer un primaire avant collage du revêtement.

Couvre-joints de seuils et autres

Les couvre-joints au droit des jonctions de sols de natures différentes seront très soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte. Ceux en métal seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Calfatage après pose des revêtements

Les calfatages seront à réaliser en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers, le cas échéant, et devront être soigneusement réalisés.

Ces calfatages seront réalisés en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol.

Le mastic devra être de même ton que le revêtement de sol.

Prescriptions diverses

À toutes les jonctions de sols minces de natures différentes, il sera posé par le présent lot un couvre-joint dans les conditions précisées ci avant. Les jonctions de sols minces de même nature, de même teinte ou non, ne recevront pas de couvre-joint et, de ce fait, l'ajustage du joint devra être soigneusement réalisé. Ce joint devra être disposé dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Dans le cas où des revêtements de sols collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de l'exécution des revêtements.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

Pour des raisons de sécurité, il est rappelé l'obligation dans les ERP de mise en place de nez de marches sur les escaliers.

1.3.9 Caractéristiques des revêtements de sol finis

Les revêtements de sol finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers, l'ensemble conforme aux prescriptions du présent CCTP.

En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées à l'article 6.1 du DTU 53.2 « Revêtement de sol PVC collés » - Cahier des clauses techniques, pour tous les types de revêtements plastiques et textiles.

Pour les revêtements de sol en dalles, la tolérance d'alignement admise est la suivante : une règle de 2 m posée à plat ne devra pas faire apparaître de différence dans l'alignement des joints supérieurs à 1 millimètre.

Toutes les parties de revêtements de sol accusant des défauts tels que décollements, boursouflures, bosses ou flaches supérieurs aux tolérances admises, alignements de joints incorrects, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc. seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

1.3.10 Nettoyage et protection des revêtements finis

Immédiatement après pose, les revêtements de sol seront soigneusement nettoyés à l'aide de produits adéquats par le présent lot et ce dernier devra en assurer la protection jusqu'à sa réception.

Dans certains cas, en fonction des conditions particulières du chantier, le présent lot pourra se trouver amené, plus particulièrement pour les sols textiles, à assurer une protection absolument efficace, soit par mise en place d'un film plastique collé aux joints par bandes adhésives, soit par tout autre moyen efficace.

1.4 DESCRIPTION DES TRAVAUX COMMUNS

Les installations communes de chantier seront mises à disposition, par l'entrepreneur du lot n°1 – Gros œuvre, pour toutes les entreprises et sur la durée complète du chantier. Ces installations sont les suivantes :

- Clôtures de chantier ;
- Panneau et signalétique de chantier ;
- Branchements de chantier ;
- Vestiaires, sanitaires et réfectoires de chantier ;
- Alimentation provisoire de chantier en électricité ;
- Création d'un poste d'eau.

Toutefois, l'entrepreneur du présent lot se chargera de la mise en œuvre des installations complémentaires qui lui seront nécessaires ainsi que la mise en œuvre d'un balisage de sécurité au droit de ses zones d'intervention.

1.4.1.1 Alimentations de chantier

Au démarrage des travaux, l'entreprise communiquera la puissance des branchements électriques qui lui seront nécessaires pour l'exécution des travaux. Les équipements seront à raccorder sur le coffret de chantier prévu par l'entrepreneur du lot n°1 – Gros œuvre.

Un poste d'eau sera mis à disposition dans l'emprise de la zone « chantier ».

1.4.1.2 Eclairage de chantier

Il est prévu la mise en œuvre d'un éclairage de chantier. Aussi, pour tout besoin d'éclairage, l'entrepreneur du présent lot se chargera de transmettre ses besoins au lot concerné. Ces équipements seront à raccorder sur les armoires de chantier.

1.4.1.3 Compte-prorata

L'entrepreneur du lot 01 se chargera de l'élaboration et de la gestion de compte-prorata.

1.4.1.4 Installations complémentaires

L'entrepreneur du présent lot prévoira toutes les installations de chantier complémentaires qui lui seront nécessaires pour l'exécution des travaux telles que les containers pour le stockage des matériels, etc.

Il devra également la mise en œuvre dans balisage de chantier au droit des zones de travaux.

1.4.2 Travaux préparatoires

1.4.2.1 Plans d'exécution des ouvrages – Dossier technique

Les travaux préparatoires comprennent essentiellement la réalisation des plans d'exécution des ouvrages à réaliser par l'entreprise pour validation par le Maître d'Ouvrage, le bureau d'études et le bureau de contrôle, le cas échéant, ainsi que la fourniture de toutes les fiches techniques, procès-verbaux, etc. des ouvrages et des matériaux qui seront mis en œuvre.

L'entrepreneur collectera toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ses plans auprès des entrepreneurs des autres lots, des entreprises chargées des lots techniques et du Maître d'Ouvrage, le cas échéant.

Il est rappelé à l'entrepreneur que le démarrage de ses travaux est directement lié à l'approbation des documents d'exécution (plans, détails, fiches techniques, etc.) par tous les intervenants.

1.4.3 Echafaudages

Toutes les dispositions nécessaires au présent corps d'état pour la réalisation de ses travaux sont entièrement à sa charge et comprennent l'amenée, l'installation, l'entretien et le repli des échafaudages qui lui seront nécessaires, des nacelles et autres équipements.

L'installation des échafaudages et plateformes sera conforme au Décret n°2004-924 du 1^{er} Septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le Code du Travail et le Décret n°65-48 du 8 Janvier 1965.

Cette installation comprend tous les ouvrages de sécurité nécessaires tels que plinthes, garde-corps, lisses, mains courantes, arrimages sur les façades ou encore les dispositifs d'ancrage en pied. Ils seront pourvus de sapines et d'escaliers d'accès.

Avant utilisation, les échafaudages seront obligatoirement vérifiés par un contrôleur technique. Le certificat de contrôle sera remis au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS.

Tout échafaudage ou autre moyen d'accès non vérifié ne pourra être utilisé.

Concernant les nacelles, elles seront obligatoirement équipées de points d'accroches réglementaires permettant la fixation des harnais de sécurité. Il est rappelé par le Maître d'Ouvrage que les harnais de sécurité sont obligatoires dans les nacelles.

Les frais liés à l'amenée et au repli des engins nécessaires au transport des matériaux et des gravats sont à inclure dans l'offre de l'entreprise.

1.4.4 Evacuation des déchets – Nettoyages

Chaque entrepreneur se chargera de l'évacuation des déchets produits et du nettoyage du chantier au droit de zones d'intervention.

1.4.4.1 Evacuation des déchets

L'entrepreneur du présent lot se chargera de l'évacuation des déchets de chantier qu'il aura produit. A ce titre, l'entrepreneur prévoira des bennes en nombres suffisant pour pouvoir assurer le tri sélectif sur le chantier en fonction des possibilités de valorisation locale.

Le stockage des déchets se fera exclusivement dans des bennes disposées dans l'emprise de la zone « chantier » (parc clôturé), en dehors des locaux faisant l'objet des travaux.

Il est précisé à l'entreprise que :

- Les déchets de chantier seront évacués journallement dans les bennes (pas de stockage de déchets à l'intérieur des locaux faisant l'objet des travaux) ;
- Les bennes seront évacuées en décharge, compris frais liés ;
- Les feux de chantier sont interdits.

1.4.4.2 Nettoyages de chantier

L'entrepreneur du présent lot assurera le nettoyage journalier du chantier pour les travaux qu'il aura réalisés, ainsi qu'un nettoyage général avant repli.

Les Concepteurs se réservent le droit de faire procéder à tous nettoyages complémentaires qu'ils jugent nécessaires par le présent lot ou par une entreprise de nettoyage à la charge de celui-ci, le cas échéant.

1.5 SOL SOUPLE

1.5.1 Sol souple

1.5.1.1 Sol souple

Sur support existant, compris dépose du sol souple existant et préparation sol.

Revêtement de sols souples linoléum naturel marbré, calandré en deux couches sur support toile de jute

Revêtement en lés de 2,00m, épaisseur 2,5mm, couche d'usure 1,5mm, classement U 4 P3, E2 C2. Réaction au feu Cfl-s1 (M3), efficacité acoustique déclaré = $\Delta L W 7$ dB.

Pose par collage en plein et joints soudés à chaud suivant recommandations du fabricant.

Colle certifiée sans solvant du type MAPECRYL ECO de chez MAPEI ou équivalente.

Teinte au choix de l'architecte, dans la gamme avec possibilité d'incrustations et de calepinage en plusieurs teintes. Traitement de surface d'usine de type TOPSHIELD facilitant l'entretien.

Dans les circulations, les lés entiers seront posés dans l'axe.

Plinthes

PM : Plinthes bois prévu au présent lot

Localisation : Selon plans MOE et carnet de détail

R-1 :

- Type Sarlon colour, teinte Color splash de chez FORBO
- Type Sarlon colour, teinte yellow doodle de chez FORBO
- Type Sarlon Colour, teinte sand zebrano de chez FORBO

RDC :

- Type Sarlon colour, teinte uni bouton d'or de chez FORBO
- Type Sarlon colour, teinte F.Zebrano light grey de chez FORBO
- Type Sarlon Colour, teinte uni bleu sarcelle de chez FORBO
- Type Sarlon Colour, teinte béton grège de chez FORBO
- Sanitaires → Type Sarlon Primeo compact, teinte gris moyen de chez FORBO
- Escalier → Type Sarlon, teinte uni taupe de chez FORBO + nez de marche chocolat de chez FORBO

Salle de formation, bureau, salle info → Type Modul Up, teinte dans la gamme du fabricant de chez FORBO

R+1 :

- Type Sarlon colour, teinte uni bouton d'or de chez FORBO
- Type Sarlon colour, teinte F.Zebrano light grey de chez FORBO
- Type Sarlon Colour, teinte uni bleu sarcelle de chez FORBO
- Type Sarlon Colour, teinte béton grège de chez FORBO
- Sanitaires → Type Sarlon Primeo compact, teinte gris moyen de chez FORBO
- Escalier → Type Sarlon, teinte uni taupe de chez FORBO + nez de marche chocolat de chez FORBO

Salle de formation, bureau, salle info → Type Modul Up, teinte dans la gamme du fabricant de chez FORBO

R+2 :

- Type Sarlon colour, teinte uni bouton d'or de chez FORBO

→ Type Sarlon colour, teinte F.Zebrano light grey de chez FORBO
→ Type Sarlon Colour, teinte uni bleu sarcelle de chez FORBO
→ Type Sarlon Colour, teinte béton grège de chez FORBO
Sanitaires → Type Sarlon Primeo compact, teinte gris moyen de chez FORBO
Escalier → Type Sarlon, teinte uni taupe de chez FORBO + nez de marche chocolat de chez FORBO
Open space → Type Modul Up, teinte dans la gamme du fabricant de chez FORBO

1.5.1.2 Barrière anti remontée d'humidité

L'entreprise titulaire du présent lot devra la fourniture et l'application d'une résine époxydique bi-composants, sans solvant, formant barrière anti-remontée d'humidité, sur support existant.

- Application à la spatule sur les surfaces courantes.
- Application au pinceau au droit des relevés en plinthes.
-

La barrière anti-remontée d'humidité devra faire l'objet d'un avis technique en cours de validité.

Localisation : Selon plans MOE et carnet de détail

R-1 :

→ Sous-sol souple repris au § précédent.

1.5.1.3 Barre de seuil

Fourniture et pose de profils type profils T de marque Schlüter ou équivalent
Profil à soumettre à l'architecte pour validation avant commande

Localisation : Selon plans, à chaque passage de porte, au droit des jonctions entre différents revêtements, en JD